

n° 757 - 4 F
DU 13 OCT. AU 19 OCT. 77

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

Claude Bourdet
Moyen-Orient :
La solution du conflit



**CE QUE
VEULENT
LES COMMUNISTES**



à nos lecteurs : et si nous faisons le point ?

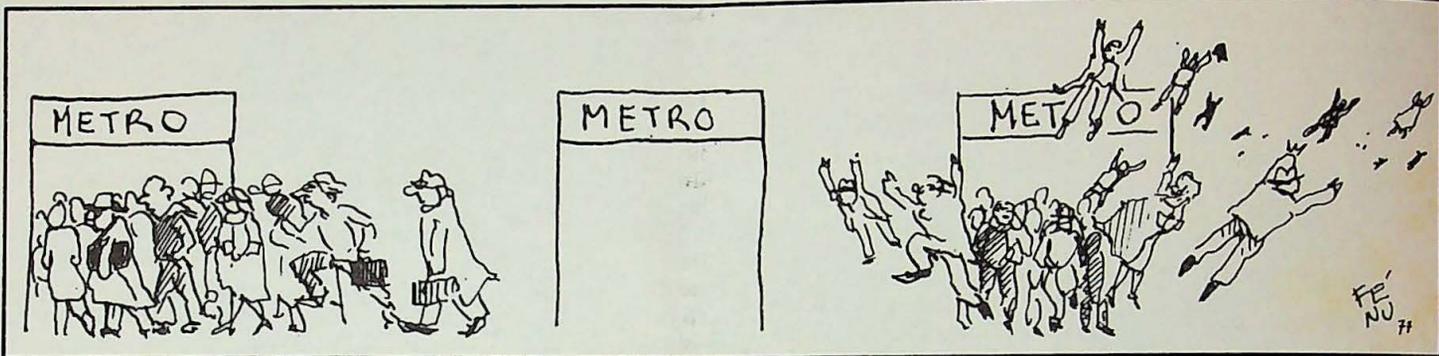
Chacun de vous a pu s'en apercevoir : *Tribune socialiste*, comme d'ailleurs nous l'avions annoncé, a fait en quelque sorte « peau neuve » : réduction du format, modification de la maquette. Chacun d'entre vous sait également quelles sont les raisons qui nous ont conduit à modifier quelque peu le profil de notre hebdoma-

personne, ni la rédaction, ni a fortiori les lecteurs, ne sont satisfaits des résultats.

Ce qui nous conduit à repenser le problème des vingt-quatre pages. Chacun les souhaite. Nous les voulons tous. Rien que de normal : *Tribune socialiste* est le seul organe — hormis *Critique socialiste*, revue théorique —, d'expression

nous vivons. Tout nous interroge. Si d'ailleurs nous n'avions pas pour souci d'être curieux de tout — y compris, surtout même, de ce qui est nouveau —, nous manquerions à notre vocation de militants autogestionnaires. Bref un hebdomadaire capable de débusquer dans le quotidien ce qui surprend, voire inquiète,

pose. Nous nous sommes fixés un objectif : revenir le plus tôt possible à vingt-quatre pages. Quand ? Nous le disons sans détours : le plus tôt possible. Réponse de Normand ? Nous ne le croyons pas. En tout état de cause, nous nous refuserons obstinément à faire des promesses que nous saurions à l'avance ne pas pouvoir tenir.



daire. Les coûts anciens de fabrication étaient disproportionnés à nos moyens. Dès lors, il devenait urgent et raisonnable que nous adaptions, dans un premier temps, le prix de revient du journal à ses revenus. C'est chose faite. Le courrier, abondant, que nous avons reçu et les encouragements qu'ici et là nous sont parvenus, nous donnent à penser que, hormis quelques « bavures » — inévitables quand il s'agit d'un premier numéro, « expérimental » —, le choix que nous avons fait d'une formule plus magazine a été plutôt bien accueilli.

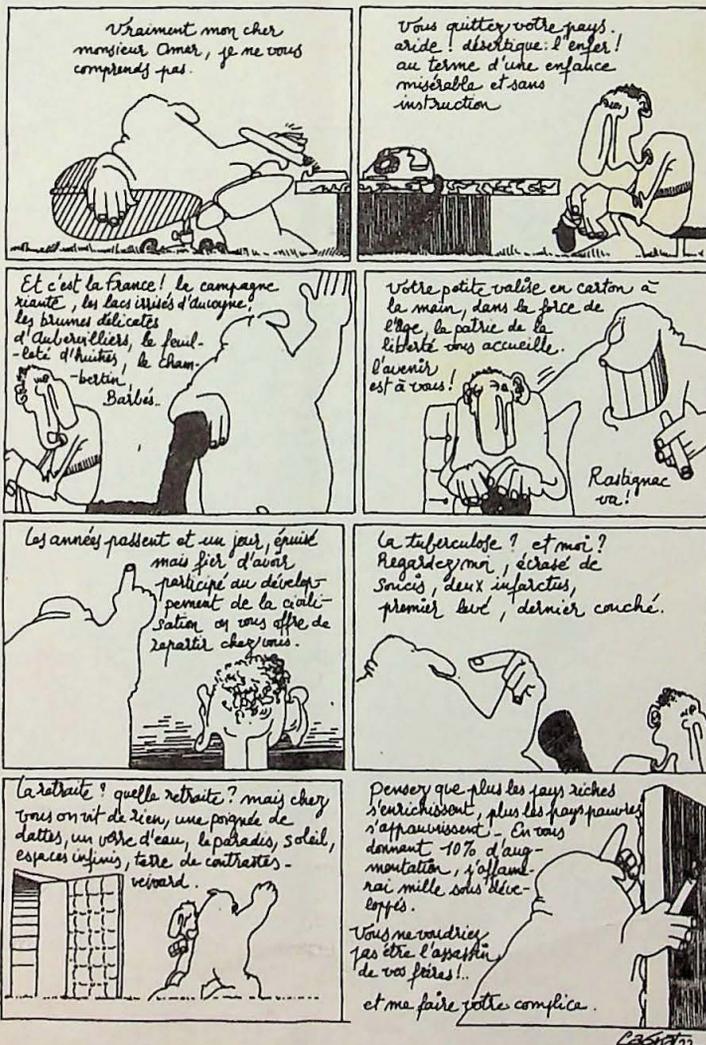
Reste évidemment, chacun de nous en a conscience, la pagination du journal. Seize pages c'est vraiment trop peu. Pour plusieurs raisons d'ailleurs qui toutes plaident en faveur d'une augmentation, à terme, du nombre de pages. Chaque semaine, un certain nombre d'articles (politiques, sociaux, internationaux, de société, culturels même) prennent le chemin de ce que nous appelons le « frigo ». Tous pourtant mériteraient de trouver leur place dans le journal. En raison du peu de surface dont nous disposons, nous devons pratiquer des choix. A contre-cœur. Et croyez-le bien : chaque responsable de rubrique défend avec opiniâtreté sa cause — c'est bien normal — et rechigne dès lors qu'on ampute son territoire ne serait-ce que de quelques lignes. Au bout du compte,

large du PSU. A ce titre, il doit s'efforcer de couvrir l'ensemble de nos préoccupations. Et ces dernières ne se cantonnent pas aux stricts aspects politiques et sociaux du monde dans lequel

sollicite en tout cas notre curiosité, et pas seulement la nôtre, se doit d'ouvrir largement ses colonnes.

Pour cela un minimum de surface rédactionnelle s'im-

Voilà au moins qui a le mérite de la franchise. Pour notre part, nous ne lésinerons pas sur nos efforts. Mais nous souhaiterions que chacun prenne conscience de la nécessité absolue d'une véritable réciprocité en la matière. Un journal comme le nôtre ne peut vivre autrement qu'avec l'aide de ses lecteurs. Tout nous encourage à penser que les uns et les autres pouvons beaucoup pour que *Tribune* retrouve sans tarder ses vingt-quatre pages. Aussi sommes-nous persuadés qu'une campagne nationale d'abonnements, bien menée, suivie, patiente, quotidienne, en un mot obstinée, devrait nous permettre de gagner les milliers de lecteurs supplémentaires susceptibles de nous permettre de développer notre journal. C'est possible, c'est surtout urgent. Une campagne de plus ? Oui. Elle sera différente des précédentes si vous y consentez. Pour notre part, notre choix est fait. Nous voulons faire de *Tribune socialiste* un hebdo militant certes, mais aussi ouvert. Dès la semaine prochaine chacun pourra lire dans les colonnes de *TS*, à la même place, comment nous entendons lancer et développer notre campagne d'abonnements. S'agissant de cette dernière, nous avons jusqu'ici reçu beaucoup de lettres bourrées d'idées. Nous en attendons d'autres. Alors... écrivez.



José SANCHEZ ■

● **Du 12 au 25 octobre (Paris) : quinzaine du cinéma féminin** au cinéma Jean Renoir. Débats les vendredi, samedi et dimanche. Pour plus amples renseignements : le Jean Renoir, 43, bd de Clichy - 75009 - tél. : 874 40 75 ou le standard des Répondeuses : 331 81 53 qui diffusera au jour le jour le détail des débats et des projections.

● **Vendredi 14 octobre (Paris) : Chanson de femme** reprend son théâtre laboratoire hebdomadaire à l'Aire libre (3, impasse de la Gaité, tél. 322 70 78) tous les vendredi à 18 h 30. En octobre Dominique Bailly, Catherine Couriot et Violaine. Le 14 le spectacle sera suivi, pour le même prix, (15 F) d'un non-stop chanson de femme avec la participation d'autres chanteuses de l'association.

● **Vendredi 14 octobre - dimanche 16 octobre (Paris 9^e) : conférence internationale pour un règlement juste de la crise du Moyen-Orient**, à la maison des ingénieurs civils de France, 19, rue Blanche, 75009 - Paris, à l'initiative du comité international d'action pour une paix

juste au Moyen-Orient (siège : Helsinki).

● **Samedi 15 octobre (Cergy-Pontoise) : réunion du groupe PSU-ville nouvelles (3^e session)** à 10 h à la Maison de quartier des Toulouses de Cergy dans le Val d'Oise.



UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS

● **Dimanche 16 octobre (Lunel, Hérault) : congrès constitutif de l'association régionale des élus autogestionnaires**, à la MJC, salle Castel, 31, rue Max Dormoy à Lunel, tél. : 71 05 94. Sont invités à participer à ce congrès, non seulement les élus municipaux mais également tous ceux qui sont intéressés par une pratique autogestionnaire dans le cadre local.

● **Du 17 au 22 octobre (Paris**

15^e) : semaine organisée par le CEDETIM sur le thème « Quel impérialisme en 1978 ? », au Centre international de culture populaire, 14, rue de Nateuil - Paris 15^e. Chaque soirée commencera à 18 h précises : 17 : Afrique australe, Moyen-Orient, Océan Indien ; 18 : présence de syndicalistes français et italiens ; 19 : Afrique ; 20 : Amérique latine, pays de l'Est, Europe ; 22 : DOM-TOM.

● **Mercredi 19 octobre à Saint-Vincent-de-Tyrosse (Landes) : réunion-débat organisée par la section PSU de Bayonne** avec projection du film « Nucléaire, danger immédiat ».

● **Vendredi 21 octobre (Paris) : au centre Sèvres (35, rue de Sèvres - 75007 - Paris) : « 6 heures de syndicalisme du cadre de vie »**. Ces 6 heures débiteront à 17 h pour se terminer vers 23 h. Stands avec

animation permanente, exposition sur les luttes, projection de montages audio-visuels, etc... Grand débat avec les partis politiques de gauche dont le PSU représenté par Michel Mousel, secrétaire national.

● **Vendredi 21 octobre à Bayonne : débat et projection du film « Nucléaire, danger immédiat »**.

● **Vendredi 21 octobre (Briey) : Assemblée-débat organisée par l'union des sections PSU du Pays-Haut (Bassin de Briey) à 20 h 30 (salle François de Curel - 54 Jœuf)**. Thème : la Lorraine assassinée ; sidérurgie-mines de fer ; pourquoi la crise ? Quelles solutions ? De la nationalisation au pouvoir des travailleurs avec la participation de J.-Y. Rognant, Pierre Régner, C. Romain et F. Rosso, auteurs de *Où va la sidérurgie*, paru aux éditions Syros.

A NOS CORRESPONDANTS

Nos correspondants, tant à Paris qu'en Province, sont priés de bien vouloir nous faire parvenir toutes les informations concernant la

rubrique « calendrier », au plus tard le mardi. Tribune socialiste, rédaction, 9, rue Borromée, 75015 Paris, tél. 566 45 64.

humeur

devine qui vient déjeuner ?

Non seulement les vieux, pardon les gens du troisième âge ça fait plus libéral, ont l'indécence de rappeler ça et là que deux millions d'entre eux — au moins — survivent avec un minimum qui n'est appelé vital que par antiphrase, mais en plus ils ne savent même pas recevoir un Président de la République venu leur apporter une gamelle chaude. La radio et la télévision ont pudiquement passé là-dessus : une fois qu'ils ont eu bouffé, ils se sont levés de table, ne prêtant qu'une attention distraite au Président qui allait causer. Il a fallu que le maître de cérémonie se fâche à la sono pour rétablir un silence qui est resté relatif jusqu'à la fin du discours.

Les vieux, grâce soit rendue à leur sagesse, se sont tapés la cloche aux frais de la République sans se croire le moins du monde obligés de dire merci.

Giscard a ainsi appris à ses dépens que la tournée de banques qu'on lui prépare ne va pas être de tout repos.

Pour mener à bien la chasse aux voix il va devoir se farcir un sacré parcours. Les avocats et les médecins auxquels il a déjà fait la cour, c'est rien à côté de la retape qui l'attend auprès des handicapés, des gardiennes d'immeubles, des pêcheurs à la ligne, des pompiers volontaires, des rapatriés, des chasseurs, des sous-officiers de carrière, des curés de campagne et de la Fédération française des majorettes.

Il va lui falloir serrer des mains, écouter des discours insipides et manger avec des malpropres qui ne savent pas distinguer un couvert à poisson d'un couteau de cuisine. Le baigne.

Il va promettre de baisser la TVA sur les cannes à pêche,

d'essuyer ses pieds dans l'escalier, de ne pas faire de bruit dans l'escalier, de ne pas trop recevoir chez lui le soir, de doubler la production de béquilles, de réduire le nombre des incendies de forêts, de faire abattre plus de renards enragés, de réparer les églises qui tombent en ruines, d'acheter un poêle à mazout pour la sacristie, de verser son obole pour commander de nouvelles jupettes, de faire repeindre les messes de ces messieurs et d'acheter de nouveaux casques aux pompiers.

Carnet de chèques à la main, comme les militaires en manœuvres dans la région de Chartres il y a un mois, il va se balader un peu partout dans les villes et dans la campagne pour réparer les dégâts que lui ou ses amis ont occasionné depuis quelques années.

Tandis que Chirac, un autre carnet de chèques à la main proposera les mêmes réparations, mais le tarif au dessus.

A en juger par l'expérience de Lyon qui a coûté fort cher en autocar, et si malgré tout il ne succombe pas avant la fin de son tour de transes social, Giscard d'Estaing a de fortes chances d'être ré-élu triomphalement maire de Chamalières.

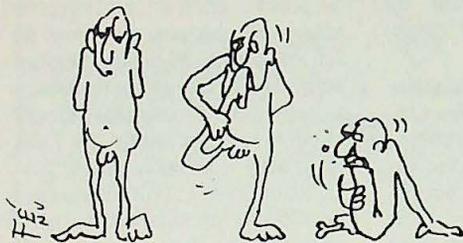
Sinon, on lui trouvera un job à la radio : muni de capsules d'un quelconque apéritif il s'en ira raconter n'importe quoi dans les campagnes, prêt à exaucer le vœu du premier des auditeurs qui l'identifiera grâce à l'énormité de ses propos. L'émission s'appellera L'homme des Vieux... Il y a 10 ans, à RTL, elle faisait déjà rire.

C. M. VADROT ■

A quand 24 pages ?

Ayant contribué depuis plusieurs mois à promouvoir la diffusion de *TS* et rechercher les coûts de fabrication moindres, j'ai éprouvé quelques craintes face aux réactions devant la nouvelle formule « économique » née cette semaine. Déjà des camarades venant chercher *TS* pour la vente poussaient de grands cris : « C'est invendable, jamais nous n'oserons présenter ça sur nos points de diffusion, etc. »

J'ai pu constater dimanche en vendant sur le marché d'Asnières que nombreux étaient ceux qui cherchaient auprès de nous une explication politique à la crise



que traverse la gauche et qu'au surplus *TS* était pour eux un outil nécessaire pour comprendre nos propositions et élargir leur analyse. Depuis bien longtemps nous n'avions vendu dix *TS* en une heure et ce « malgré » la nouvelle formule ! C'est encourageant ! A condition toutefois que nous persévérions pour avoir la possibilité d'un vingt-quatre pages très bientôt.

J.-C. CHAMBLAIN ■

Cagnat et les vignes du Seigneur

Qu'il se foute de l'élégance graphique comme de l'an 40 et de la subtilité du discours comme de sa première liquette. Qu'il bâcle d'ignobles tronches lépreuses et les baptise Helmut et François. Qu'il soit injuste, anar, confus, polémique et calomnieux tout en se croyant drôle et corrosif. Qu'il revendique le droit de prendre les vessies pour des lanternes, Helmut Schmidt pour Von Thadden et François Mitterrand pour Jean-Marie Le Pen : OK. Un « créateur » n'a pas à se mettre au garde-à-vous devant la Ligne, serait-elle en pointillés et serait-elle celle du PSU.

Mais *Tribune socialiste* ? Je m'imaginai que c'était quand même, un peu, un canard vaguement PSU. « La BD de Cagnat » (*TS* n° 756) me détrompe : *TS* est un endroit où l'on peut dire, écrire et gribouiller n'importe quoi, où un dessinateur est une « patte » (médiocre en l'occurrence ; Cagnat d'ordinaire fait tellement mieux !) sans cervelle, où on se garde de croire que « l'homme est intelligent parce qu'il a une main » et où l'irresponsabilité supplée à l'analyse politique.

A moins que... Peut-être votre BD-

man avait-il forcé sur le Beaujolais, le rédacteur en chef sur le Juliéna et le directeur politique sur le Château-Lafite ? Voilà : la rédaction de *TS* était dans les vignes du Seigneur, saoule-perdue, ivre-aveugle. L'erreur est humaine. Tout s'explique. Excusez-moi d'avoir peut-être dramatisé. Et puisque mon abonnement de simple sympathisante arrive à échéance, acceptez que je le renouvelle, quand même.

Julie SIMONET ■

PS : Ne me répondez pas qu'une « patte » est ontologiquement, biologiquement, zoologiquement et naturellement sans cervelle. Ni qu'*in vino veritas* est une vérité éternelle. Ni que Cagnat se sent si misérable de son erreur qu'il ne dessouille plus pour noyer son chagrin ou qu'il passe des nuits blanches à gribouiller des repentirs en BD. Je ne le croirais pas. Même en plaisantant et en essayant de comprendre, je « l'ai mauvaise ». Et si c'est pour vous justifier, je préfère que vous ne me répondiez pas (si tant est que vous répondiez au courrier ?).

J.S. ■

Nous répondons : mea culpa. Et merci de ta lettre.

BD de WC

Difficile d'écrire lorsque l'habitude manque. La lettre de la camarade Julie Simonet à propos de la BD de Cagnat m'incite toutefois à réagir. Ses jugements à propos du graphisme de Cagnat et son ironie ne sont que des aveux d'ignorance et de mauvais goût.

Ignorance parce que des quelques dessinateurs s'exprimant dans *TS*, Cagnat est de loin celui dont le trait est le plus vivant, dont le dépouillement occasionnel et la mollesse des formes ne cachent pas la maladresse mais un dessin solide et sensible.

Mauvais goût parce que seule la BD de Cagnat suscite ses sarcasmes, rien sur les p. 2, 3 et 4. Libre à elle de préférer les graphitis de WC publics à une BD digne de ce nom, même si l'analyse politique en est discutable.

Cela dit, vivement le vingt-quatre pages la réduction de format se fait sentir.

Max PAGIS ■

Racisme au quotidien

Pouvez-vous faire connaître à vos adhérents et militants lyonnais les faits suivants dont j'ai été le témoin direct. Le vendredi 23 septembre 1977 à 11 h 30 j'accompagnais deux amis algériens au Stella bar (65, avenue Dehowy, Lyon 7^e) situé à proximité d'un foyer Sonacotra. Après dix minutes d'attente, le patron refusant de nous voir, donc de nous servir, je me suis adressé plus directe-

ment à lui. Lorsque ce monsieur, après avoir fait la sourde oreille, a bien voulu me répondre, cela a été pour me repousser sans douceur en tenant des propos racistes inadmissibles. Je m'étonne qu'il n'y ait pas encore eu de réaction de la part du foyer Sonacotra où de tels actes doivent être connus pourtant. J'ai écrit au directeur de ce foyer et à différents journaux locaux et nationaux en espérant qu'ils reproduisent ces faits.

Un lecteur de TS ■

A propos de Padre Padrone

Je pense que le film *Padre Padrone* de Paolo et Vittorio Taviani a été un peu « exécuté » par les critiques (même ceux qui l'ont trouvé bon). L'évoquant dans *TS* n° 743 p. 22, Fabian Gastellier met l'accent sur le rôle de la culture dans l'émancipation du jeune berger Sarde qui en est le héros ; et déplore les tendances « emphatiques » ou « didactiques » du film. Didactique ? Soit. Didactique ne signifie-t-il pas : *qui a pour objet d'instruire*. Et c'est vrai, le film des frères Taviani n'est pas seulement beau. Il instruit : sur la manière dont un berger sarde acquiert la culture italienne tout en se libérant de la tutelle paternelle ; il est instructif aussi des relations qui existent entre l'obscurantisme, la misère, le sadomasochisme, l'accumulation du capital et l'histoire d'un peuple qui vit sur une île aride. Il est instructif surtout de ce que peuvent être les rapports de survie dans une famille misérable. Et pour moi (mais est-ce un problème de génération ?) qui en ai connu le goût, ces rapports de survie décrits par Taviani, ont fondé ma révolte, puis mon engagement, mon combat et mon espoir de l'autogestion. Rossellini décrivait ce film comme une des plus grandes histoires sociales de l'Italie. Il avait raison. J'ai vibré à ce film et plus que le rôle de la culture dans l'émancipation d'un jeune berger, j'y ai vu l'histoire (est-elle dépassée ?) de l'aliénation saisie dans ce qu'elle a de plus crue, de plus intimement ressentie. Je ne sais qui a écrit : « Il y a les pauvres et les autres ». Les pauvres n'ont pas la parole, pour raconter leurs émotions, leur vie. Les romans, les films sont peuplés des réfé-



rences de la culture bourgeoise (même si celle-ci se prétend universelle). La culture des pauvres parfois surgit. Leur histoire aussi. Taviani le prouve. Dommage que la plupart des « autres » ne se sentent pas renvoyé à un vécu.

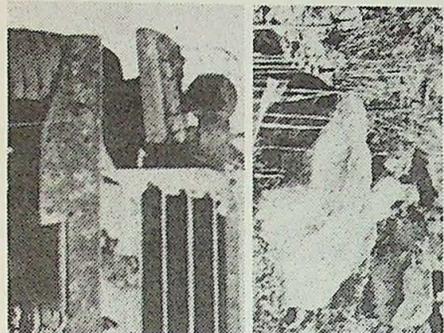
Yves SPARFEL ■

● **Où va la France ?**

Une gauche différente par **P. Gollet** p 5
 « Aux couleurs de la France » **J.-M. Demaldent**..... p 6-7

● **Social**

Les poubelles du nucléaire par **Y. Sparfel**..... p 8
 Dans le vif des impôts..... p 9



● **Et pourtant elle tourne**

Moyen-Orient : les conditions de la reconnaissance par **Cl. Bourdet** p 10-11

● **La parole à :**

Alain Touraine : « il n'y aura jamais de société autogestionnaire... » propos recueillis par **Cl. Desliat** et **L. Goldberg**..... p 12-13



● **Les armes de la critique**

Paradis d'été : bonheur de façade par **F. Gastellier**..... p 14

La télé : points de vue par **Ph. Mariélie**..... p 15
 Jacques Bertin : « Il est plus que temps aujourd'hui de vivre »

par **J. Sanchez**..... p 16



une gauche différente

Par **Pascal GOLLET**



« L'attente des travailleurs dépasse ce que peut leur donner le Programme commun », voilà ce qu'a affirmé Edmond Maire, dimanche ; voilà qui se rapproche des positions du PSU. Cette convergence d'analyse sur les causes de la rupture de l'Union de la gauche et sur les moyens d'y faire face nous confronte à une impérieuse nécessité. S'il est vrai que la seule alternative au socialisme étatique, productiviste et centralisé du PCF, c'est l'autogestion, il faut construire une force autogestionnaire suffisamment puissante pour modifier les bases de l'unité.

Bien des illusions se sont dissipées : quelles qu'aient été les tentatives du PS pour prendre sous sa coupe les autogestionnaires, il apparaît aujourd'hui pour ce qu'il n'a jamais cessé d'être : une force social-démocrate appuyée sur un vaste réseau de municipalités et de notables et sans « propositions suffisamment mobilisatrices pour les travailleurs » (Maire). Le débat qui a traversé le PSU en 1974, à l'occasion des « Assises du socialisme », retrouve une singulière actualité. C'était bien une illusion de croire qu'en injectant des cadres syndicaux dans le PS, on pouvait en faire un parti inséré dans les luttes sociales, et qu'en y tenant un discours autogestionnaire, on le transformait du même coup en expression politique du vaste mouvement social qui lutte pour le contrôle et l'autogestion. Envers et contre tous, le PSU l'a affirmé depuis trois ans. Les faits lui donnent raison.

Force est donc de constater que le courant autogestionnaire, souvent majoritaire dans les mouvements sociaux, n'a qu'une expression politique limitée. Pourtant, c'est de la capacité à faire de lui une puissante force que dépend largement l'unité de toutes les forces populaires indispensable à la victoire des travailleurs. Construire une gauche socialiste autogestionnaire insérée dans les luttes sociales, capable de traduire sur le terrain politique et institutionnel les aspirations autogestionnaires, prenant sa place dans le combat unitaire contre la droite et devenant une véritable force électorale, bref un véritable parti de l'autogestion, devient nécessaire et possible.

Encore faut-il rompre avec une conception qui réduirait cette tâche à de dérisoires rapprochements de petits appareils sclérosés, à un rassemblement étriqué de mouvements, ou à des appels incantatoires à la convergence. Bien au contraire, le PSU doit être capable, avec les autres forces qui agissent sur la mobilisation populaire et sur la contestation du pouvoir, de tracer une nouvelle perspective politique pour toute la gauche. Ainsi il aidera à accélérer le phénomène de « reclassement » dans le mouvement ouvrier et populaire.

Le débat programmatique, les états généraux, la campagne « Vivre, produire et travailler autrement », la constitution du Front autogestionnaire pour les législatives prennent toute leur importance : ce sont autant de moyens de construire une gauche différente — différente parce qu'autogestionnaire, c'est-à-dire capable de lier étroitement la perspective politique aux luttes quotidiennes. Une gauche autogestionnaire forte est nécessaire pour « élever la qualité de l'union ».

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle
 NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville

S'abonne pour 1 ans 6 mois (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)

à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 130 F ; 6 mois : 70 F ; soutien : 200 F

(1) Cocher la case correspondante.



Directeur politique : Alain Tlemcen - Rédacteur en chef : José Sanchez
 Rédacteur en chef adjoint : Claude Desliat

Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan.

● Et pourtant elle tourne : A. Chataignier, J. Jullien, Ph. Mariélie, B. Ravenel.

● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot.

Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Mathé

Maquette et collaboration technique : Max Pagis

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux

Directeur de la publication : Geneviève Petiot

Édité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »

9, rue Borromée, 75015 Paris.

Rédaction : 566.45.64 et 566.45.37 poste 096

Administration et publicité : 566.45.37

Numéro de la commission paritaire : 50 360

Distribué par les N.M.P.P.

Composition, photogravure, impression :

Société nouvelle de l'imprimerie spéciale du chèque

38, rue de la Fédération, Montreuil - 858.88.33

" aux couleurs de la France "

Carrillo-Berlinguer : « nous sommes eurocommunistes. » Marchais : « moi non plus. » Mais l'eurocommunisme a-t-il jamais existé ? Les pudeurs du 22^e congrès permettent d'en douter. A moins que...



EN COU- VERTURE CETTE SEMAINE

En juin 1976, à l'occasion de la conférence de Berlin des PC européens, la presse a inventé le mot « eurocommunisme ». Tout en critiquant le terme, Berlinguer, chef du PC italien, reconnaissait en lui la recherche d'une voie nouvelle de transformation des sociétés capitalistes hautement développées. Puis Carrillo, leader du Parti frère espagnol, a parlé d'une « voie eurocommuniste au pouvoir ». Marchais était plus réticent, mais il multipliait les gestes spectaculaires d'émancipation à l'égard de Moscou, abandonnait à coups de cymbales la « dictature du prolétariat » et s'affichait publiquement en compagnie de Berlinguer. Le XXII^e congrès du PCF paraissait s'inscrire dans la perspective eurocommuniste dont le « sommet » de Madrid (mars 77) semblait consacrer l'existence (1).

L'actuelle rupture entre le PC et le PS paraît tout remettre en question. De nombreux observateurs en concluent que le PCF va tourner le dos à la ligne de son XXII^e congrès. Peut-être faut-il justement s'interroger sur le sens réel du XXII^e congrès qu'on a eu trop tendance à interpréter dans la seule problématique de l'« eurocommunisme ». Cette question n'exclut pas les autres : pressions de Moscou, luttes de tendances au sein du bureau politique, virage historique, etc ; mais elle a le mérite de les éclairer.

La « grande messe »

• L'eurocommunisme, version française, suppose-t-il l'existence de l'Union de la gauche autour d'un Programme commun ? Force est de constater qu'une telle union n'existe ni en Italie, ni en Espagne. Cependant l'eurocommunisme

est lié à une stratégie de réforme de structures menées par des Partis communistes qui se présentent à la fois comme des « partis de lutte » et des « partis de gouvernement ».

La rupture ne rend pas seulement problématique la participation communiste à un futur gouvernement de gauche. Elle met en cause la vocation même du PCF à être un « parti de gouvernement » et risque de conduire à la défaite électorale de la gauche. Dans le cas contraire, elle favorise la perspective défendue par Defferre : celle d'un gouvernement socialiste homogène. Même s'il recherche le soutien du PC dans un premier temps, un tel gouvernement ne dépendra jamais du seul bon vouloir du PCF, à la différence du gouvernement démocrate-chrétien italien. Une alternative centre-gauche serait toujours possible. On sait que Giscard et la droite libérale jouent cette carte ; et ce dans les deux hypothèses : victoire ou défaite électorale des partis de la gauche. Cette solution rejeterait le PCF dans une situation proche de son ghetto classique.

Le PCI de son côté a fait savoir, dans *La Stampa*, qu'il préférerait voir le PCF jouer le rôle de « second » dans un

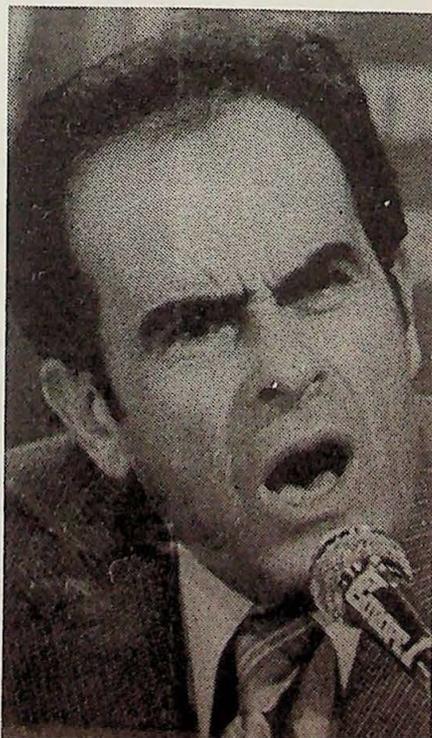


photo D.R.

gouvernement d'Union de la gauche. C'est sa façon d'indiquer que le PCF s'écarte de la perspective « eurocommuniste ».

• Faut-il aller plus loin ? *Le Nouvel Observateur* s'interroge sur certains aspects liturgiques de la « grande messe » de la porte de Pantin, lors du meeting géant de l'autre jour. Pourquoi avoir choisi d'encadrer Marchais par deux symboles de la plus pure tradition : Georges Séguy et Gaston Plissonnier ? Le rapport des forces favorable au PS n'a-t-il pas donné raison à ceux qui étaient réticents devant les innovations du XXII^e congrès ? Le PCF ne serait-il pas en train d'effectuer un de ces virages brusques auxquels son histoire nous a habitués ? La rupture favorise ceux qui veulent orienter le PS sur une « ligne Soarès » ; conduit-elle le PCF sur une « ligne Cunhal » ? Raisonner ainsi serait méconnaître l'histoire du PCF et le sens du XXII^e congrès.

Sirènes élyséennes

Le PCF ne s'est pas orienté vers l'eurocommunisme en 1972 (il sortait de l'affaire Garaudy). Il a brûlé les étapes après avoir engagé la polémique avec le PS ; dans la période qui a suivi les présidentielles, quand il a été manifesté que l'union ne profitait qu'au PS. Certes, Marchais a commencé à accuser le PS de vouloir gérer la crise et d'être sensible aux sirènes élyséennes sans que le PC ne s'oriente vers l'eurocommunisme. Lors du XXI^e congrès, Fiterman fit même l'éloge des pays de l'Est. Mais c'est dans la dynamique de la polémique ouverte avec le PS, pour mieux résister à la montée de ce dernier, que Marchais a pris ses distances avec Moscou, qu'il s'est rapproché de Berlinguer et qu'il a abandonné la « dictature du prolétariat » (XXII^e congrès). Pourquoi cette polémique ferait-elle abandonner aujourd'hui au PCF les positions qu'elle lui a fait prendre ?

• Certains observateurs estiment que les innovations du XXII^e congrès (où ils croyaient voir une orientation eurocommuniste) étaient liées à la stratégie d'« union du peuple de France », elle-même corollaire de l'union de la gauche. Ils constatent que, dans la polémique engagée avec le PS, le PCF privilégie son image de marque classique de « parti de la classe ouvrière ». Ainsi la rupture s'est faite sur le SMIC, la hiérarchie des salaires, les nationalisations, etc. Ils prévoient l'abandon de la stratégie d'« union du peuple de France » et un rapprochement avec Moscou. Rien n'est moins évident. L'« union du peuple de France » n'est pas le corollaire de l'Union de la gauche. Elle n'est pas contradictoire avec le thème du PCF « parti de la classe ouvrière ». Le Parti Communiste n'est pas en train d'abandonner toute sa stratégie. Il s'en faut de beaucoup. L'éclairage actuel nous oblige à ne plus interpréter la ligne du XXII^e congrès en



fonction uniquement de l'eurocommunisme.

L'« union du peuple de France » ne date pas de 1972. Elle aussi date de l'ouverture de la polémique avec le PS. Certes le PCF mettait ainsi l'accent sur le caractère « antimonopoliste » de sa stratégie, sur la différence entre « les changements démocratiques » et le « socialisme ». Mais en même temps il effectuait un retour aux sources. Au XXI^e congrès, le PCF s'est proclamé « parti révolutionnaire ». Il s'est défini agressivement comme « le parti de la classe ouvrière ». Il a surtout mis l'accent sur la nécessité d'un « PCF fort » jouant un rôle d'« avant-garde » afin d'empêcher le PS de verser dans la « collaboration de classes » qui lui serait naturelle. D'où « l'union est un combat » qu'a parfaitement illustré l'ouvrage d'Etienne Fajon. De ce point de vue on peut dire que tous les thèmes du rapport de Marchais au dernier comité central étaient déjà présents.

Le PCF allait à l'offensive contre le PS : sur sa droite, en direction notamment des gaullistes ; sur sa gauche, en se réclamant de la classe ouvrière. Le PS ne s'y était pas trompé. On se souvient à ce sujet d'un rapport de Jospin qui opposait « union de la gauche » à « union du peuple de France » sous hégémonie communiste. Le XXII^e congrès a ajouté à cela la critique des pays de l'Est, la défense des libertés, l'abandon de la dictature du prolétariat qu'on prenait pour de l'eurocommunisme. Mais il s'inscrivait dans la même perspective. Tout en abandonnant la dictature du prolétariat, Marchais reconnaissait l'existence de « lois générales » du socialisme parmi lesquelles figuraient l'« influence dirigeante » du PCF.

Tout concourt à montrer qu'il y a un lien entre la polémique PC-PS, l'« union

du peuple de France » et les distances prises avec Moscou. Il n'y a pas de contradictions entre « union du peuple de France » et PCF, « parti de la classe ouvrière » mais au contraire des liens très étroits.

L'héritage de Thorez

Enfin il convient de s'interroger sur la signification réelle des liens entre l'union du peuple de France et les innovations du XXII^e congrès. Les aspects les plus spectaculaires de la politique d'alliances de classes du PCF au XXII^e congrès peuvent se résumer dans la fameuse phrase de Marchais : « tout ce qui est national est nôtre », et dans le non moins fameux discours de Kanapa sur la morale. Le « socialisme aux couleurs de la France » était plus éloigné qu'on ne l'a cru de l'eurocommunisme et plus proche de l'héritage thorésien : à la fois jacobin et nationaliste.

Aujourd'hui, il est évident que le PCF va mettre plus l'accent sur son image de marque ouvrière, que sur les aspects antimonopolistes de sa stratégie. Mais cela ne signifie pas du tout qu'il va abandonner le thème des luttes pour la liberté et renouer avec Moscou. Quel est son but ? Arracher au PS son influence populaire, notamment en milieux cédétistes, à son profit ou au profit d'une alternative de gauche au PS actuel. La poursuite d'une politique de défense des libertés et de critiques de Moscou demeurent des conditions sine qua non de sa réussite.

« Fabriquons français »

Sans apparaître au premier plan, la ligne d'« union du peuple de France »

n'est cependant pas abandonnée. « Tout ce qui est national est nôtre » a pris le visage menaçant de la « force de frappe » ou empreint de chauvinisme de « fabriquons français ». Le « socialisme aux couleurs de la France » manifeste une certaine continuité, tout en perdant la signification eurocommuniste qu'on lui prêtait.

• Le PC et le PS affirment qu'ils n'ont pas de « stratégie de rechange ». Peu importe. Si la rupture se confirme, il faudra bien que chacun en définisse une. Le PC pourrait jouer à terme une scission du PS et la reconstruction patiente d'une alternative de gauche où il serait hégémonique. La droite libérale joue cette carte. C'est le sens du discours de Barre sur Mitterrand, « prince de l'équivoque ». Les situations réelles sont rarement celles qui ont été prévues par les formations politiques ; mais si un tel schéma devait se concrétiser, la place de Mitterrand serait dans une retraite du genre de celle de Colombey. Le PCF espère-t-il faire céder Mitterrand en le menaçant de cette perspective ? Le Parti communiste ne suivrait pas pour autant une « ligne Cunhal » qu'il n'a pourtant jamais critiquée. Il pourrait compter sur un mouvement social qui est devant lui et non derrière et sur quelque chose de plus important que l'équivalent du FSP portugais à la gauche du PS ; il n'abandonnerait pas sa critique de Moscou et « le socialisme aux couleurs de la France ».

Jean-Marie DEMALDENT ■

(1) Cf. l'ouvrage récent de Fernando Claudin, L'Eurocommunisme, F. Maspero, 1977, coll. « Cahiers libres », n° 336.

(2) Front socialiste populaire : formation politique portugaise dirigée par Manuel Serra et issue d'une scission de gauche (déc. 1974) du Parti socialiste (NDLR).

les poubelles du nucléaire

Non au forcing nucléaire, à l'aventure du retraitement à gogo, à la société incertaine. CEA et COGEMA s'inclinent devant les conclusions du CHS. Mais la CFDT va plus loin

La création de ce CHS fut un des résultats de la grève de 1976. Il comprenait outre le CHS de La Hague, des représentants nationaux désignés par les syndicats du CEA, des experts du département de sécurité nucléaire (CEA) et du service central de sûreté des installations nucléaires (ministère de l'Industrie et de la Recherche). Quatre commissions de travail : technologie des installations, fiabilité et sécurité des installations, sécurité, conditions de travail et environnement, problèmes du personnel, ont rédigé chacune un gros rapport, résultat d'une observation sur le terrain et de discussions avec les employés. La plupart de ces rapports reconnaissent que bon nombre de modifications devront être effectuées pour assurer la sécurité et la fiabilité des installations. La direction a décidé d'en programmer certaines, notamment celles qui concernent la ventilation (1977-78), la zone de conditionnement du plutonium (1977-78), la station de traitement des effluents (1978-79), le démantèlement des installations déclassées (1977), l'accélération du recrutement, l'augmentation du matériel de radio-protection et enfin l'extension des ateliers de décontamination (1981).

Certes, c'est un premier pas. Mais la CFDT va plus loin. Elle remarque que malgré une ambiance de recherche générale bonne, les travaux du CHS élargi ont été conduits en éliminant presque systématiquement les effets de l'impératif de production sur les conditions de travail, la sécurité et la fiabilité des installations. « Il est caractéristique, affirme-t-elle, que, pendant la durée des travaux, plusieurs incidents importants aient eu lieu, provoqués par la volonté de ne pas gêner la production, même si la sécurité était en cause. Un exemple suffira, un incident qui a eu lieu la veille de la dernière réunion du CHS élargi, les 15 et 16 juin : alors qu'aux piscines de La Hague, en raison de la contamination des eaux, le travail devait se faire en masque, on a assisté à une montée anormale de conta-

mination (quinze fois la concentration maximale admissible en gaz ou aérosols radioactifs). L'alarme a été déclenchée par les appareils de mesure. Cette alarme signifie l'évacuation immédiate du bâtiment. Le responsable de l'exploitation s'est contenté d'effacer l'alarme en enjoignant aux travailleurs de poursuivre leur activité. »

La situation actuelle à l'usine de La Hague résulte de la politique menée depuis sa mise en service. Dès 1970 des problèmes étaient apparus : contaminations atmosphériques, blocages mécaniques, inflammations spontanées de l'uranium dans les piscines de dégainage. Sous la poussée des grèves, une inspection générale fut faite en 1972. Elle n'aboutit qu'à un replâtrage puisque certains travaux décidés alors n'ont toujours pas vu le jour.

Un gigantesque bluff

Le virage industriel pris par l'énergie nucléaire a pour conséquence d'aggraver les conditions de travail et de sécurité. En effet, la COGEMA s'est lancée récemment dans une opération tout azimut de vente du retraitement. Jusqu'à présent, les combustibles traités à La Hague et Marcoule sont ceux des réacteurs de la filière uranium naturel graphite-gaz (UNGG). Avec le changement de filière pour les réacteurs EDF (choix des PWR, licence Westinghouse, réacteurs à eau pressurisée), le processus devrait être le suivant : mise en service à La Hague de l'atelier HAO (Haute Activité Oxyde) pour le découpage et la dissolution des combustibles PWR et le traitement à Marcoule des combustibles UNGG. Ces options se heurtent à des goulots d'étranglement :

— D'une part le retraitement à Marcoule de combustibles UNGG, beaucoup plus irradiés qu'il y a dix ans, entraînera des difficultés aussi grandes, sinon plus, qu'à La Hague.

— D'autre part, l'expérience de fonc-

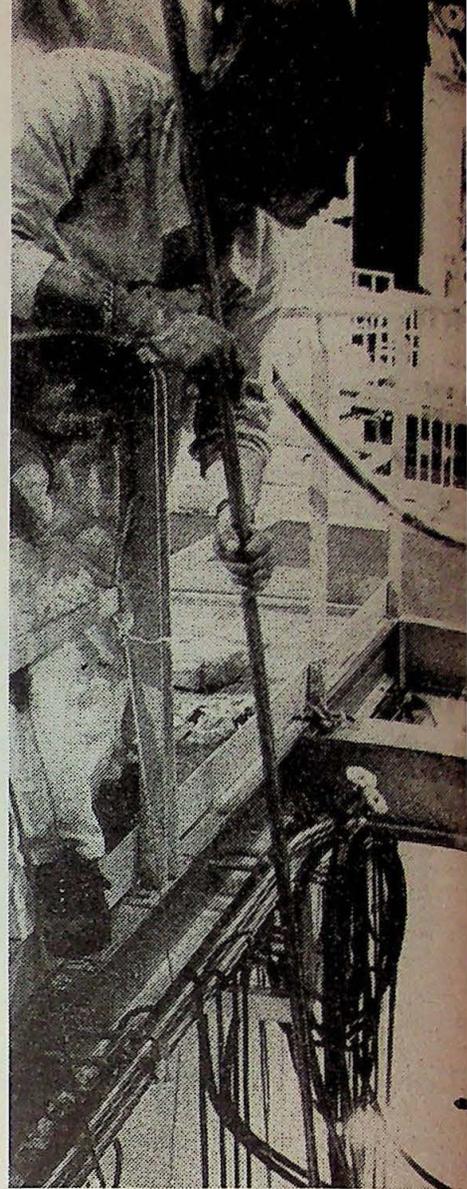
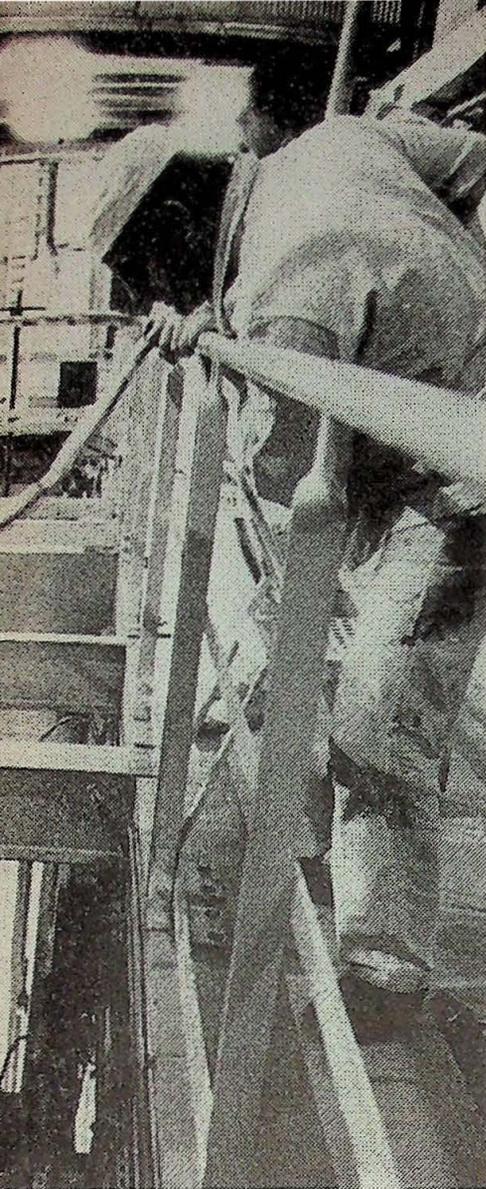


photo F. LEHR

Piscine de stockage

tionnement de l'atelier HAO est peu probante. Un seul essai a été effectué, sans grand succès, en mai 1976 sur quinze tonnes de combustibles oxyde provenant du réacteur de la centrale de Mulheberg en Suisse. Le taux de radioactivité de ces combustibles est énorme (cinq à dix fois plus élevé en moyenne que le taux moyen des combustibles provenant des réacteurs UNGG). Or, selon les prévisions du programme électronucléaire français, mille six cents tonnes de combustible irradié PWR seront à retraiter entre 1979 et 1985. Cela amène la direction de la COGEMA à déclarer que la capacité déclarée de l'usine de La Hague est de quatre cents tonnes par an pour le combustible oxyde. Sur la base d'un essai effectué sur quinze tonnes ! Or le respect des autorisations de rejet actuelles et la nécessité de maîtriser le contrôle du procédé limitent cette capacité à cent cinquante tonnes. Un essai est programmé à l'automne 1977 sur soixante tonnes. But ? Prouver que l'atelier HAO peut fonctionner et obtenir le permis de marche industrielle.

La COGEMA s'est lancée dans un gigantesque pari : celui de traiter à La Hague tous les déchets des réacteurs PWR français (ce qui n'est pas évident), et de traiter, en plus, des déchets étrangers. Elle a déjà passé en ce sens des contrats juteux avec les Allemands, les Japonais et les Suédois. Comme aucune usine de retraitement ne fonctionne



actuellement au monde et que l'assurance que cette opération sera effectuée est exigée dans plusieurs pays (Suède, Allemagne...) comme condition nécessaire pour l'obtention de l'autorisation de démarrer les réacteurs, la COGEMA se taille quelques succès commerciaux faciles. Elle transforme peu à peu le Cotentin en poubelle nucléaire du monde entier : deux cent cinquante tonnes sont déjà stockées en piscine à La Hague, en provenance de l'Allemagne. Aux mille six cents tonnes françaises, viendraient s'ajouter entre 1979 et 1985, les contrats avec l'Allemagne (mille tonnes), avec le Japon (deux mille trois cents tonnes) et la Suède (six cents tonnes), soit environ huit cents tonnes à traiter par an ! Ceci est un bluff : L'atelier HAO ne pourra pas les absorber. La construction d'une troisième usine (UP 3) n'est prévue que pour 1985...

Vieux et nouveaux déchets

En attendant, il reste toujours mille cents tonnes de combustibles UNGG stockés à La Hague, Marcoule et EDF. On doit les retraiter le plus vite possible car les gaines de ces combustibles se corrodent dans les piscines et relâchent des produits de fission à travers des micro-fissures, ce qui contamine des eaux de piscines. L'usine de La Hague devrait retraiter de l'ordre de trois cent

cinquante tonnes par an de combustible UNGG, pendant encore quatre ans, à partir de début 1978. C'est à peu près la capacité de l'usine en fonctionnement normal (quatre cents tonnes par an).

La CFDT met donc en garde la direction de la COGEMA : avant de se lancer dans le retraitement du combustible oxyde à grande échelle, il faut retraiter les combustibles irradiés UNGG. Pour traiter d'ores et déjà les combustibles oxyde français (PWR), il faudrait une usine d'une capacité trois fois supérieure à celle de l'actuel atelier HAO.

Autant le retraitement des combustibles irradiés UNGG est une nécessité, autant le retraitement de tous les déchets des réacteurs, dans le programme EDF prévu, est douteux, autant le retraitement des combustibles des réacteurs étrangers est une opération commerciale scandaleuse. L'inadaptation technique aux impératifs de retraitement, l'évolution des risques pour les travailleurs montrent l'incohérence des plans d'EDF.

Une incohérence à laquelle la CFDT oppose une série de propositions au terme desquelles vers 1981, en fonction de l'expérience acquise sur l'atelier HAO, la décision pourrait être prise de construire une nouvelle usine de retraitement et donc, de continuer éventuellement le programme électronucléaire.

Yves SPARFEL ■

Pour plus d'informations, lire, voir ou contacter : Electronucléaire en France, éd. du Seuil, coll. « Points-Sciences » ; L'Usine de La Hague, 36 p., brochure CFDT sur les conditions de travail dans cette usine ; Condamnés à réussir, film reportage 16 mm couleur de 55 mm sur les conditions de travail à La Hague ; deux adresses : section PSU du CEA, BP n° 12, Chatenay-Malabry - 92 290, et Syndicat national du personnel de l'énergie atomique CFDT, 5, rue Mayran, 75009 PARIS

Les principales mesures préconisées par la CFDT

— Confirmation de la nécessité du traitement des combustibles irradiés ;

— limitation absolue du programme EDF au premier contrat — programme (seize réacteurs) tant que l'on n'est pas assuré, sur le plan technique, des capacités de retraiter les combustibles irradiés des réacteurs EDF ;

— arrêt immédiat, de six mois environ, de l'usine de La Hague, pour les réparations urgentes, permettant un retraitement à peu près correct des combustibles graphite-gaz ;

— adaptation de l'usine de Marcoule au retraitement des combustibles uranium naturel-graphite-gaz à fort taux d'irradiation, en tenant compte des enseignements de La Hague ;

— arrêt immédiat de la signature de contrats de retraitement pour les réacteurs étrangers et annulation de ceux déjà signés ;

— pas de lancement de construction d'une nouvelle usine de retraitement tant que l'installation actuelle avec HAO n'aura pas permis une vérification des techniques à l'échelle industrielle ;

— pendant les trois à quatre ans qui viennent (1978-1981) : retraitement des combustibles uranium naturel-graphite-gaz stockés et arrivant à La Hague : essais de courte durée de l'atelier HAO pour définir les possibilités et les conditions d'utilisation à un rythme industriel ; construction d'une nouvelle station de traitement des effluents et d'un nouvel atelier d'extraction du plutonium ; révision complète de l'usine à la fin du retraitement des combustibles uranium-graphite-gaz.

dans le vif des impôts

A Boissy-Saint-Léger, des élus organisent l'autoréduction des impôts locaux. Feront-ils école ?

Boissy-Saint-Léger, douze mille habitants aujourd'hui, contre six mille il y a peu. L'essentiel des nouveaux Bossaux-légeois vit dans une zone d'aménagement concertée (ZAC de la Haie Griselle) ; concertée avec tout le monde, sauf les gens de Boissy. La préfecture, l'OPHLM avaient même vu trop grand : faculté, piscine et stade olympiques ne seront jamais réalisés. Les équipements strictement nécessaires ont déjà du mal à sortir. L'ancienne municipalité de droite a pris un retard énorme — que la nouvelle municipalité de gauche entend rattraper. Mais les subventions sont minimes. Elle décide donc d'augmenter les impôts locaux de 6,5 % et de demander une subvention d'équilibre de quatre millions (au lieu de 0,86 million obtenu en 1976).

Courant juillet, le préfet refuse. Il propose d'augmenter les impôts locaux de 40 %, de diminuer la subvention aux associations, de licencier une partie du personnel de la commune. Les élus acceptent de revoir leurs propositions : le PS (majoritaire) préconise 25 % d'augmentation des impôts, le PC 20 %, le PSU 15 %. Le préfet remet tout le monde d'accord en septembre : il confirme ses exigences de juillet.

Du coup, le conseil revient le 23 septembre, à sa décision initiale : 6,5 % passe avec les militants des trois partis, son week-end à récolter le maximum de pétitions, pour soutenir son action. Lundi matin, l'élu du PSU propose l'autoréduction des impôts pour la différence 40 %-6,5 %. Le conseil ne relève rien.

Dans l'enthousiasme

Le jeudi 29, le PSU distribue un tract expliquant sa position. Le samedi 1^{er} octobre, réunion publique. Près de cent cinquante personnes sont là. Le PC propose pétitions et délégation. Et à l'étonnement général, tout d'un coup, le maire propose lui-même, au nom du PS, l'autoréduction. La salle en est tout électrisée. Les propositions surgissent ; des soutiens à l'autoréduction s'organisent. Le PC, réticent, est débordé. Une commission spéciale « impôts » doit être formée avec les associations, dans les jours à venir.

Moralité ? L'union se fait à la base ; une union ouverte aussi à ceux qui sont « à gauche », qui votent « à gauche », mais qui ne se sont jamais sentis concernés par le militantisme de tel ou tel parti.

De notre correspondant ■

et pourtant elle tourne...

Moyen-Orient : les conditions de la reconnaissance

Entre une capitulation, impensable, et le spectre de la guerre Claude Bourdet* évoque les étapes d'une solution qu'il juge durable.

Le problème que je vais examiner est fondamental, mais n'est pas, hélas, d'une extrême actualité. Les nouveaux dirigeants israéliens sont plus loin que jamais de reconnaître la nécessité de l'évacuation des territoires, sans même parler du fait palestinien. Notons en passant que la thèse alambiquée d'après laquelle le texte anglais de la résolution 242 n'exige que l'évacuation de certains territoires n'est plus défendue par aucune



photo D.R.

autorité sérieuse en dehors d'Israël. Lord Caradon, l'auteur principal de la résolution, a souvent souligné que le préambule, à lui seul, rejetant l'acquisition des territoires par la force, rendait inacceptable cette interprétation. Elle a toutefois servi aux anciens dirigeants israéliens à « finasser », comme disait Stresemann, et à gagner du temps sans découvrir leur jeu. Quant à la reconnaissance du fait national palestinien — avant même celle d'un Etat —, l'équipe Begin en est encore plus loin, si c'est possible, que celle de Rabin et celle de Golda Meir. Un jour, sous l'ancienne administration, Begin s'en est clairement expliqué lors d'une conférence dans un kibboutz en disant : « Si vous donnez aux Palestiniens Naplouse, quelle raison au monde de leur refuser Jaffa ? Le problème est le même », ajoutait-il.

Par ailleurs, le durcissement ou au moins la clarification des positions officielles israéliennes va de pair avec une orientation un peu plus ouverte de Carter vis-à-vis des positions arabes et du

fait palestinien. A terme, cela crée entre les politiques israélienne et américaine une trajectoire de choc. (« a collision course ») dont un exalté comme Begin et un ultra-nationaliste comme Dayan ne s'évaderont pas par une capitulation. Le danger est qu'à un moment donné le gouvernement Begin soit tenté de résoudre la contradiction par une fuite en avant. Une fois de plus, en utilisant au sein de la communauté juive américaine la panique de la guerre et la « menace mortelle » pour Israël, il peut espérer « embarquer » les Etats-Unis dans un soutien maussade mais obligé, lors d'une action militaire courte et brutale, afin de créer un nouveau fait accompli au Sud-Liban et en Syrie et aussi afin d'organiser, si possible, un nouvel exode palestinien de Cisjordanie et de Gaza. Le développement de l'intervention israélienne au Sud-Liban est lourd de menaces. Un très sérieux informateur me donnait tout récemment une nouvelle en provenance de sources israéliennes tout à fait dignes de foi : un groupe de travail militaire israélien comprenant environ 900 personnes serait en train d'étudier activement le problème de l'invasion et de l'occupation de la Jordanie. Cette dernière, dans cette perspective, se présenterait comme à la fois un *chemin* pour prendre la Syrie à revers et un *atout d'échange* pour une négociation future.

Les plus lucides des Israéliens...

Quoi qu'il arrive cependant, les problèmes ne changeront en aucun cas. Aucune solution durable ne pourra être raisonnablement envisagée sans que s'établisse, dans une première étape, une coexistence entre l'Etat d'Israël, qu'aucune des super-puissances ne laissera supprimer, et l'Etat palestinien, dont la création est la condition de toute paix. Une fois cette étape réalisée (1), il me paraît que le développement naturel et inéluctable des relations israélo-palestiniennes et en général israélo-arabes, en même temps que l'accroissement en Israël même des contradictions entre les communautés ashkenaze et sépharade, peut conduire, à terme, à la fois à cette

intégration diplomatique et économique d'Israël dans le Moyen-Orient arabe — que les plus lucides des Israéliens ont



photo D.R.

envisagée depuis longtemps —, et aussi à une Confédération puis, qui sait, à un Etat fédéral palestino-israélien. Une telle perspective ne serait pas très éloignée du « rêve » évoqué par Yasser Arafat à la session de l'ONU de l'automne 1974.

Reconnaissance et... reconnaissance

Mon propos est d'examiner les conditions de cette première étape de coexistence. Beaucoup de gens bien intentionnés, notamment aux Etats-Unis, mais aussi chez nous, proposent une solution simple : la reconnaissance officielle, légale et réciproque, de l'Etat d'Israël et de l'Etat palestinien. La question est capitale car, dès qu'on arrivera aux prodromes de la paix, les pressions les plus actives risquent de s'exercer sur les dirigeants palestiniens et l'ensemble des dirigeants arabes pour leur faire accepter cet échange de reconnaissances. Les gouvernements qui exerceront ces pressions auront l'impression qu'un tel « donnant donnant » est tout à fait justifié et pleinement favorable aux Palestiniens. C'est pourquoi il est urgent de clarifier le problème. Or, en fait, un tel échange de reconnaissances, dans les circonstances actuelles, serait beaucoup moins favorable aux Palestiniens qu'il n'y paraît.

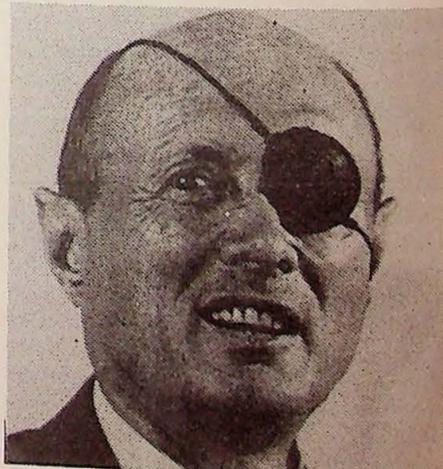


photo D.R.

L'intérêt d'Israël à cet échange serait immense, car cela signifierait la légalisation définitive de l'Etat sioniste *tel qu'il est*, son droit à continuer la même politique extérieure et intérieure, mais avec la caution de tous les Arabes, Palestiniens compris : comment imaginer en effet que les Etats Arabes retiennent cette reconnaissance complète, une fois que l'Etat palestinien l'aurait accordée ?

Inversement, une reconnaissance légale et complète par Israël n'apporterait pas grand chose à l'Etat palestinien, sinon le fait — appréciable —, de voir lever l'obstacle principal à sa propre création... Mais, si cette création est décidée par les grandes puissances et si elle est finalement imposée, l'Etat palestinien dépendra, dans un premier temps, pour sa survie, beaucoup plus de l'aide et la protection des pays arabes que de la reconnaissance israélienne. Et surtout, en reconnaissant Israël *tel qu'il est*, l'Etat palestinien légitime du même coup l'occupation de 1948 et l'expulsion des habitants, la situation de « citoyens de seconde zone » faite aux Palestiniens d'Israël, la nature théocratique de cet Etat, et la « loi du retour » israélienne qui peut demain, dans d'autres circonstances internationales, amener un nouveau flot d'immigration et donc de nouvelles revendications territoriales. C'est pourquoi, je pense qu'il sera difficile à un dirigeant palestinien, si favorable soit-il à la coexistence et à la paix, d'accepter une telle formule, celle de la reconnaissance légale, complète et définitive, sans courir les plus grands risques en provenance d'une partie importante de la population palestinienne. Et même si l'on imagine que des pressions extrêmes réussissent à obliger les Palestiniens à une telle concession, je doute que l'on crée ainsi une situation stable et durable ; il me semble qu'à vouloir trop bien faire, on créerait simplement les germes d'un nouveau conflit.

Le précédent des deux Allemagne

C'est pourquoi j'ai suggéré à plusieurs reprises, une solution moins formaliste, moins juridique, plus dialectique : celle de la reconnaissance *de facto*. Celle-ci poserait moins de problèmes à tel gouvernement israélien vis-à-vis de son opinion publique et serait infiniment plus acceptable pour les dirigeants palestiniens. La stabilité de la région n'en serait aucunement compromise, attendu que ce sont à la fois l'équilibre militaire et les garanties internationales qui la maintiendraient, bien plus que les signatures juridiques. Les exemples d'un tel statut de relations *de facto* sont nombreux, à commencer par celui des deux Allemagnes après 1945. Cette idée d'une solution « dialectique » commençant par une reconnaissance réciproque *de facto* fait des progrès depuis quelques années. J'ai été heureux d'entendre l'an dernier au colloque de Bruxelles M. Mohamed Sid Ahmed exposer des arguments assez voisins. En février de cette année, j'ai entendu aux Etats-Unis le général Peled,

au cours de sa tournée de conférences, exprimer l'idée que la simple présence de l'OLP à une conférence de Genève équivaldrait pratiquement à une reconnaissance « *de facto* » d'Israël, et qu'il était inutile d'en demander davantage pour commencer à négocier. Vous avez entendu M. Khaled Hassou présenter de manière assez similaire le problème de la reconnaissance.

L'escompte politique

Mais il n'est pas impossible cependant qu'à un moment donné les Palestiniens soient obligés de prendre position, d'une manière plus précise, par rapport à leur attitude future vis-à-vis de l'Etat d'Israël. Les problèmes de la co-existence évoqués plus haut vont se poser dès la création de l'Etat palestinien ; en politique, ce qui existera certainement, existe déjà posé immédiatement. Il y a un « escompte » des réalités politiques comme il y a un « escompte » bancaire. De plus, il m'a toujours semblé que les Palestiniens auraient une position infiniment plus forte s'ils établissaient eux-mêmes et sans y être contraints une liaison entre leur projet immédiat et leur perspective d'avenir. L'idée que j'ai avancée, et que je répète aujourd'hui, est la suivante : sans affaiblir leur thèse, et au contraire en la consolidant, les Palestiniens pourraient

retour » israélienne, la remplaçant, par exemple, par un accord israélo-palestinien sur l'établissement de nouvelles populations. Tout cela se placerait dans le cadre d'un statut temporaire — mais nécessairement prolongé —, devant conduire un jour, du point de vue palestinien, à l'Etat unitaire.

Il est évident que de telles conditions sont totalement inacceptables aujourd'hui par le pouvoir israélien, et même par la grande majorité de l'opinion israélienne. Mais l'histoire va vite, de telles conditions sont semblables aux objectifs des éléments les plus progressistes de la gauche israélienne, qui en seraient renforcés. Et surtout de telles conditions représentent des exigences tellement normales, tellement logiques que l'opinion internationale ne pourrait pas ne pas être favorablement impressionnée. Peut-être pourrait-on ainsi susciter, ou renforcer une pression à la fois interne et externe pour la modification de la nature de l'Etat sioniste actuel. Ces exigences palestiniennes ne seraient pas posées comme un obstacle à la paix, une condition *sine que non* à la coexistence. Celle-ci pourrait parfaitement s'organiser sans reconnaissance légale et réciproque, dans le cadre de la situation « *de facto* » mentionnée plus haut. Mais les Palestiniens diraient : « *Si vous voulez que nous allions plus loin, il faut que la volonté fondamentale de notre peuple puisse être respectée.* »



photo D.R.

définir dès aujourd'hui ce que seraient pour eux les conditions éventuelles d'une reconnaissance formelle d'Israël qui s'inscrirait dans un statut d'attente de la région. De telles conditions comprendraient, me semble-t-il, en plus de l'exécution intégrale des résolutions de l'ONU, l'exigence de l'égalité de droits pour les Palestiniens d'Israël — le droit au retour des réfugiés palestiniens de 1948 (droit *plus théorique que pratique* car peu de Palestiniens deviendraient volontiers citoyens même d'un Israël amélioré, mais droit *fondamental* si on veut rectifier l'injustice passée) — la modification de la nature religieuse de l'Etat d'Israël, le rendant habitable pour toutes les communautés. Et enfin une modification fondamentale de la « loi du

Ainsi, une perspective serait ouverte, qui ne se réaliserait sans doute pas en un mois ou un an. Mais l'ouverture serait faite, l'orientation serait donnée, les alliances pourraient se conclure au-dessus de la frontière israélo-palestinienne, et promouvoir ainsi peu à peu la structure confédérale, puis fédérale, dont j'ai parlé plus haut.

Claude BOURDET ■

* NDLR : Nous publions comme un des éléments de réflexion sur le conflit du Moyen-Orient l'intervention de Claude Bourdet au Colloque euro-arabe organisé par l'ASFA (Association de solidarité franco-arabe) qui a eu lieu à Paris les 20-21 et 22 septembre dernier.

(1) Comme je l'ai souligné à plusieurs reprises, notamment à la conférence de Bologne (mai 1973), dans *Le Monde* (19 nov. 1974) et dans la revue *Israël and Palestine* (mai 1977).

Alain Touraine : " il n'y aura jamais de société autogestionnaire... "

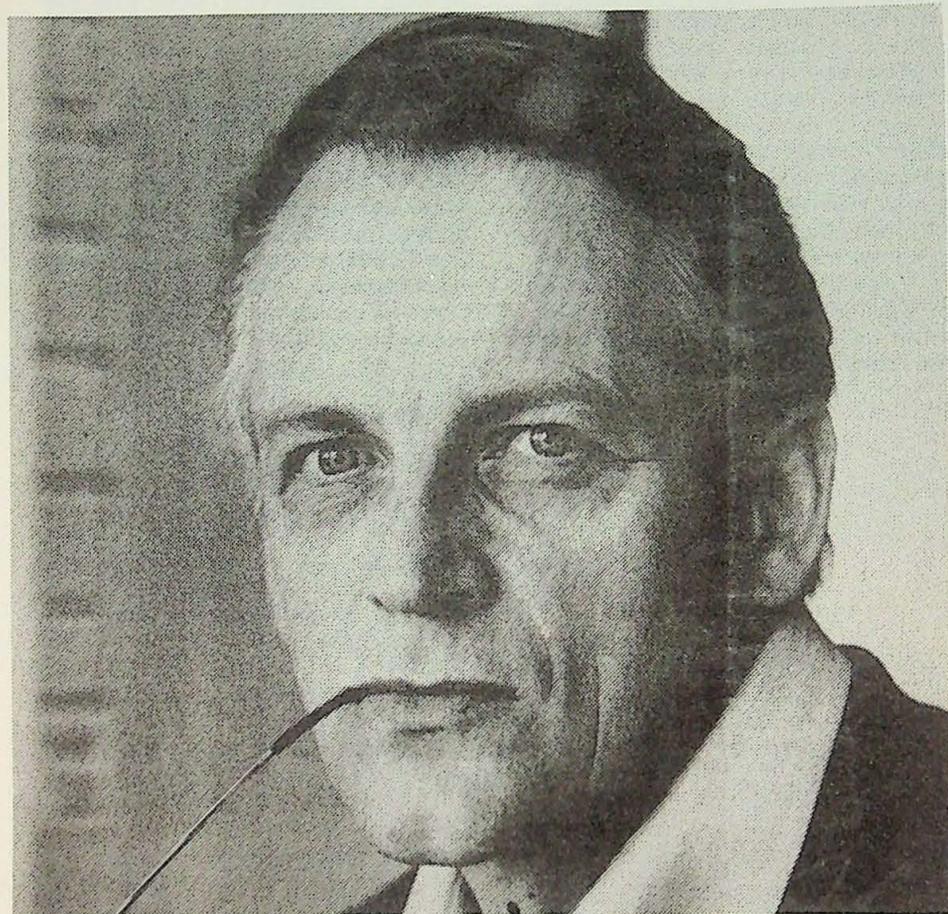


photo D.R.

Tribune socialiste : Alain Touraine, le changement est au cœur de votre réflexion de sociologue et de vos ouvrages. Le changement dans nos sociétés, c'est quoi ?

Alain Touraine : Je distingue pour ma part deux grands processus de changement, correspondant à deux types de sociétés fondamentalement différentes :

Sociétés despotiques et sociétés civiles

Et d'abord des sociétés d'ordre, des sociétés despotiques, qui sont des systèmes de blocage, c'est-à-dire des systèmes d'Etat (d'Etat ou de religion), ou des sociétés soumises à une domination extérieure (cas des pays colonisés). Dans

ces sociétés, le changement vient de l'extérieur : il est lié à une révolution, qui est elle-même liée à un changement extérieur, guerre ou invasion. Dans ces sociétés, plus vous êtes volontariste, plus vous êtes théoricien et militaire.

Et puis, il y a les sociétés de classes, des formations où la « Société civile » — au sens où on l'employait au 19^e siècle — est très autonome. Dans ce cas, les changements sociaux viennent de l'intérieur : du progrès des forces de production, des luttes sociales, des réformes institutionnelles... Ces changements ne peuvent que se faire dans le flou. Ils sont la capacité de faire des compromis, d'inventer des formes mixtes, d'assurer le passage pas à pas...

TS : Donc, nous sommes dans une société de classes...

A.T. : Incontestablement. La grande

« La classe ouvrière est morte : vive les nouveaux mouvements sociaux ! L'Etat chez nous ne compte pas : vive la société civile ! Le socialisme est dépassé : vive l'autogestion ! Mais attention : l'autogestion est un mot sournois qui couvre bien des marchandises. Y compris la camelote poujadiste de ceux qui se défendent contre la chute. Y compris les chimères des théoriciens d'un impossible futur qui voient dans l'autogestion l'avenir de nos sociétés. Alors qu'elle n'est, au mieux, que l'idéologie de la résistance aux grands appareils technocratiques. »

C'est en gros ce que proclame Alain Touraine dans un long entretien accordé à TS dont nous ne reproduisons qu'un extrait très incomplet. Le point de vue d'un sociologue proche du PS qui est aussi un provocateur.

erreur des nouveaux philosophes est de nous penser sur le mode du Goulag. Nos sociétés occidentales, parce qu'elles sont dominantes au niveau mondial (ou tout au moins parce qu'elles l'ont été et le demeurent dans une certaine mesure) sont des sociétés où il y a le plus d'autonomie possible des rapports de classes par rapport au pouvoir d'Etat. Et rien à mon avis n'est plus faux que l'image althussérienne de la société — cette espèce de grand système où tout concourt à *maintenir*, à *reproduire*. C'est une image applicable à l'Union soviétique. A la France, non ! Nous ne sommes pas une société de reproduction, mais une société de production et donc une société de classes, de luttes... Et dans ce genre de situation, les changements se font au niveau de la pratique sociale.

TS : La « pratique sociale ».

c'est, pour vous, ce qui s'oppose à la théorie ?

A.T. : Exactement. Dans nos sociétés, ceux qui se placent du point de vue de la théorie, du point de vue de l'Idée et de l'absolu de l'Idée — les intellectuels militaires, les intellectuels révolutionnaires... — sont dans l'erreur la plus totale.

On s'est, en France, payé le luxe tout à fait malsain de jouer à encenser ceux que j'appelle « les intellectuels d'en haut » : ceux qui parlent au nom de la Totalité, de la Révolution, de l'Histoire, des Lois, de la Science, de la Théorie de la théorie... Or, dans un pays comme la France où tout change — et pas seulement l'économie —, où se pose le problème formidable de passer de l'époque industrielle à l'époque post-industrielle, d'un certain type de rapports de classe à un autre type de rapports de classe, ceux qui essaient de maintenir l'unité, la continuité et l'absolu de la théorie et de l'Etat, ceux-là jouent un rôle totalement négatif... Dans la théorie, les Althusseriens, dans la politique, les micro-archéo-bolcheviques, les micros partis gauchistes, ont été le type même de ces théoriciens fossoyeurs.

TS : Accorder la priorité, comme vous le faites, à la pratique sur la théorie vous amène à privilégier les nouveaux mouvements sociaux et les formations politiques qui se réclament de l'autogestion ?

A.T. : Oui, mais mettons d'abord un peu d'ordre entre les divers sens du mot autogestion lui-même.

L'autogestion, une idéologie contre les grands appareils

Au sens le plus noble du mot, l'autogestion, c'est une idéologie. Une « idéologie » étant pour moi la représentation qu'un acteur social a de la situation dans laquelle il se trouve.

Par rapport au socialisme, l'autogestion dit une chose capitale : que le champ des grands conflits sociaux s'est déplacé. Dire socialisme, capitalisme, c'est traiter du problème de la propriété ; dire autogestion, c'est, très clairement, dire que le grand champ des conflits, c'est la gestion — celui des appareils et de l'organisation. C'est reconnaître — et rien n'est plus important pour la pensée sociale — qu'on est sorti d'un monde où le « social » n'était pensable qu'en termes économiques.

Car le truc sur lequel il faut tirer à vue, c'est l'économisme. Et pas seulement l'économisme vulgaire ; l'économisme tout court, l'idée poulantzaccienne qu'au-delà des rapports sociaux il y a des structures qui donnent sens à — l'idée que le monde qui donne sens n'est pas le monde des acteurs. Si ! La société ce sont des acteurs ; des acteurs, c'est tout (ce qui ne signifie pas, évidemment, des acteurs qui font ce qui leur plaît...)

L'autogestion donc, c'est le mot qui porte les aspirations anti-technocratiques de notre époque, la volonté de libération et de reconstruction de la société, l'expression de l'antagonisme des nouvelles classes dans de nouveaux champs.

L'autogestion, c'est un *mythe* au sens sorelien du mot : c'est-à-dire une idée-force qui conduit les gens, tout sauf une illusion, même si cela ne peut se traduire dans une réalité.

Car il n'y a pas, il n'y aura jamais de société autogestionnaire. Pas plus qu'il n'y a de société libre (ce qui, évidemment ne veut pas dire qu'il ne faille pas se battre pour l'autogestion, comme on s'est battu pour la liberté...) Mais l'autogestion n'est pas l'avenir de la société. Pas plus que le socialisme — qui est la contradiction apportée au pouvoir capitaliste dans la société industrielle — n'est l'avenir du capitalisme. L'autogestion, c'est l'idéologie populaire du présent.

Démocratie du quotidien et refus de la manipulation

A côté de ce sens noble de l'autogestion, coexistent des sens intermédiaires fort respectables, dont deux me paraissent importants :

— Au sens institutionnel, l'autogestion, c'est la volonté de créer des mécanismes de décision démocratique dans des tas de secteurs — à l'hôpital, à l'école, dans la vie urbaine... Dans nos pays qui ne sont pas des sociétés despotiques, cette volonté n'est pas du tout négligeable.

— Au sens vécu enfin — un sens qui se situe au niveau des motivations —, l'autogestion cerne une aspiration libertaire : c'est le côté « anti-cogestion » des gars qui pensent qu'il y aura toujours une opposition à avoir. Attitude de refus du pouvoir et, en dernière instance, de la manipulation.

Il est enfin un dernier sens, mauvais celui-là, de l'autogestion : le sens « populiste » qui consiste à croire que « *le même peut devenir l'autre* » et qu'il n'est donc pas utile de faire la rupture. Les intellectuels russes des années 1860-1870 pensaient ainsi qu'ils pourraient créer de nouvelles formes de vie collective en s'appuyant sur les formes communautaires de l'agriculture traditionnelle, qu'ils pourraient ainsi, eux, Russes, éviter la prolétarisation. Idée grandiose. Mais idée fautive. Et dangereuse. Imaginez une société purement populiste, où le même puisse devenir l'autre, où vous puissiez changer sans cesser d'être vous-mêmes : vous n'aboutissez à rien. Vous n'êtes alors que l'expression des catégories qui se défendent contre la chute. Et de ce point de vue, il n'y a plus de différence de nature entre vous et les poujadistes.

La grande affaire, ce n'est plus les ouvriers

TS : N'y a-t-il pas, dans ces attitudes défensives que vous évoquez, une recherche de l'identité qui est, par certains aspects, plutôt progressiste (se défendre contre la domination...)?

A.T. : Justement. Dans une société en changement, la grande tentation, c'est le repli sur l'identité, qui en fait détruit la capacité d'action sociale et qui est

l'expression même de la manipulation. Attitudes défensives de catégories marginalisées dans les rapports historiques. Ce n'est pas nouveau : au 19^e siècle, les Carbonari crachaient sur les ouvriers en faisant valoir que leur société était à 90 % constituée de paysans ; et certes, ces 90 % de paysans existaient ; mais ils n'étaient pas significatifs politiquement.

De la même manière d'ailleurs, certains prétendent encore aujourd'hui que la grande affaire, ce sont les ouvriers, ou que l'essentiel, c'est de nationaliser les filiales de Pechiney. Non ! La grande affaire, aujourd'hui, c'est d'assurer à la fois des garanties démocratiques, des possibilités et des forces d'opposition, et de créer des mythes de destruction de la domination technocratique. Tout ce qui, pour moi, ralentit ou gêne ce transfert historique, fût-ce au nom des choses les plus sympathiques, est excécrable.

TS : Le thème de l'autogestion, qui est pour vous le thème du mouvement social par excellence, c'est donc pour vous le thème révolutionnaire ?

A.T. : Non. Si vous donnez au mot « révolution » son sens léniniste — conjonction d'un mouvement social et d'une crise généralisée des institutions —, alors le thème de l'autogestion, qui est bien pour moi le thème du mouvement social, est le thème non révolutionnaire par excellence. C'est le thème libéral, libertaire, oppositionnel — celui qui parle le moins de l'Etat. Faire la révolution, au contraire, c'est prendre le pouvoir d'Etat.

TS : Refuser de penser en termes d'Etat, n'est-ce pas renoncer à penser en termes d'action politique ?

A.T. : L'Etat, ce n'est pas la même chose que la classe dirigeante. Aucun marxiste important n'a d'ailleurs jamais fait la confusion...

Quand vous dites : « *une action qui ne vise pas l'Etat, est une action qui ne vise pas la totalité* », vous avez raison. Mais c'est le propre des actions de classes de ne pas viser la totalité. Et c'est, il est vrai, leur faiblesse, qui renvoie à la question la plus profonde qu'on puisse probablement poser à un sociologue ou à un historien : les mouvements de classes (classes dirigeantes ou classes dirigées) n'ont-ils pas toujours trouvé leur expression historique qu'en étroite association avec ce qui était le contraire d'eux-mêmes ? Robespierre ne construit la révolution qu'en la détruisant par la Terreur ; le nouveau pouvoir d'Etat soviétique, issu du mouvement social qui a renversé l'ancien pouvoir d'Etat, bouffe littéralement son père — d'où le totalitarisme ; nos pays libéraux du 19^e siècle se construisent en exportant dans le reste du monde des systèmes d'esclavage et des guerres coloniales...

Il est vrai qu'il n'est pas de sociétés qui soient purement des sociétés, ni d'Etat qui soient purement des Etats. L'Etat et la société sont comme l'eau et le feu. Mais la réalité de l'histoire, ce sont toujours des mixtes. On n'échappe pas à la contradiction.

Propos recueillis par Claude DESLHAT et Léo GOLDBERG ■

cinéma

paradis d'été : bonheur de façade

Manège de la vérité
contre béatitude gâtifiante

Soleil blanc ; c'est l'été en Suède. Robes claires et cheveux blonds, les filles du Nord quittent les soucis du quotidien pour se replier en huis-clos à la villa du Paradis. Cette maison de vacances que met en scène une ancienne actrice de Bergman, Gunnel Lindblom, n'est pas seulement un lieu de détente : c'est la Suède reconstituée dans 100 mètres carrés. La Suède, avec son mythe de bonne santé, son illusion de socialisme et sa joie de vivre une fête permanente.

Une fête ? voire... Bonheur de façade construit sur le mensonge, l'égoïsme et une espèce de « nationalisme familial » où seuls comptent les représentants d'un même nom, d'un même sang, d'une même famille. Réunis en quatre générations, les Suédois de la villa du Paradis paraissent en pleine forme. Mais tout se délabre intérieurement : querelles cachées, rancunes étouffées, malaise re-

« Paradis d'été » de Gunnel Lindblom



Faux cow-boy dans faux policier

L'Ami américain, c'est au départ, une intrigue policière : Jonathan, un Allemand paisible et leucémique, est conduit, par l'intermédiaire d'un Américain peu tranquille, à exécuter deux maffiosi. De ce thème pour parfait *thriller*, Wim

foulé, imposture de celui qui se tait de peur de faire s'écrouler la pyramide des idées en place. Obéissez au chemin tracé, c'est la devise de la villa.

À côté des sentiers battus, des êtres *exclus* : les enfants, révoltés ou suicidaires, qui refusent la vie de leurs aînés ; et une vieille assistante sociale qui crève de voir le monde courir à sa perte par trop de conformisme. Sans éclats, sans esbroufe, Gunnel Lindblom fait se jouer un manège de la vérité, pour que craque le vernis de la béatitude gâtifiante.

Superbe film, que cet avertissement qui nous dit, d'une certaine façon, qu'aucune révolution ne sera possible si elle ne prend pas ses racines au cœur même des cellules familiales.

Fabian GASTELLIER ■

salles : version originale : Vendôme (073.97.52) ; Ursulines (033.39.19) ; UGC Marbeuf (225.47.19) ; Olympic-Entrepoint (542.67.42)

Wenders s'éloigne dès les premières minutes.

Plantant son décor entre Hambourg, New-York et Paris, trois villes mangées par le béton, il construit un film tout en errances. Sans jamais faire faiblir le suspense policier, Wenders parle d'autre chose : de la peur, de l'angoisse de se sentir perdu dans un monde inhumain, de la solitude, de la mort. Gestes saccadés

des hommes qui se noient dans l'incertitude... Sur le double thème du présent détruit et de l'avenir impossible, Wim Wenders bâtit un cauchemar sans fin qui permet à Dennis Hopper, cow-boy paumé dans un décor moderne, de réussir une hallucinante composition.

F.G. ■

théâtre

Arlequin, serviteur de deux maîtres

Le Piccolo Teatro de Milan, présente à Paris, au théâtre de l'Odéon, une pièce de C. Goldoni : une histoire d'Arlequin qui, d'une servitude à l'autre, ne sait où donner de la tête. Et c'est parfait ! On ne peut rêver mieux. S'il reste des places, courez voir comment Giorgio Strehler réussit, avec la première pièce montée par le Piccolo, une véritable fête pour l'esprit et les yeux. Tout est mouvement, couleurs, gaîté ; nous avons sous les yeux un véritable théâtre de vie. Strehler, qui compte dans sa troupe le plus grand *Arlequin* actuel, atteint ici les sommets de son talent.

F.G. ■

La classe morte

La révélation du dernier festival de Nancy ? C'est *La classe morte*, de T. Kantor, par le théâtre Cricot 2, présentée au théâtre de Chaillot dans le cadre du Festival d'automne. Plus qu'une pièce, une *séance dramatique* où des acteurs ténébreux aux visages de vieillards blêmes revivent le cauchemar de leur enfance oubliée, face à des mannequins diaboliques. Bouleversant, étonnant, un spectacle qui a la grandeur de la tragédie.

F.G. ■

sur un théâtre en pièces

Une rentrée théâtrale marquée par la présence à Paris de Carmelo Bene. Au Gît-le-cœur comme à l'Opéra-Studio, il s'est montré ce qu'il est : le grand metteur en scène d'une littérature en pièces. Lorsqu'il glisse Shakespeare dans Shakespeare (protestant au moyen de textes ajoutés à *Roméo et Juliette* contre les morts gratuites des jeunes gens pris dans une politique qui se fait sans eux) ou Shakespeare dans Laforgue qui, dans ses *Moralités légendaires* propose une première mise en pièces d'*Hamlet*, il affirme la nécessité pour l'art actuel de se tenir vis-à-vis des œuvres du passé dans une attitude de questionnement. Que nous disent-elles encore ? Quelles images mentales actives peut-on faire naître dans leurs marges ?

D.N. ■

points de vue

Ce qu'ils déversent sur nous, depuis quelques semaines, aucune bête au monde ne devrait pouvoir le supporter. Et pourtant, nous le faisons...

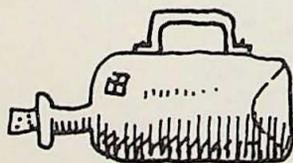
Ce qu'ils déversent sur nous, depuis quelques semaines, aucune bête au monde ne devrait pouvoir le supporter. Et pourtant, nous le faisons...

Il a besoin de son temps pour un moment, Lanarche. Sur les routes, il n'y a pas encore d'antennes, seulement les arbres qui défilent et des grands espaces pour rêver à la « vraie vie ». Nous la télé, pas moyen de la casser, elle est couleur, elle a coûté trop cher. Pour le prix, faut bien s'enfiler le tout venant. Et même le pire.

C'est ce qui arrive en ce moment : stoïques, — avec toujours derrière le crâne l'obsédante question : « Mais jusqu'où iront-ils ? » — on a les yeux papilloteux et les oreilles sifflantes pendant qu'« ils » nous assènent leur énorme et tentaculaire entreprise de démolition de tout ce qui leur paraît « à gauche ».

Sacrés paquets

Si vous regardez les journaux télé de la mi-journée (TF 1) et du soir (TF 1 et Ant. 2 surtout), et si le matin vous traînez une oreille du côté des radios, vous savez de quoi il est question : ils en ont profité, ah oui, des numéros de cousins cocus que se sont fait voici quelques semaines les grands « patrons » de la gauche. Et



puis, la première stupeur passée — ils n'y croyaient pas, c'est tout dire — la droite lourde est montée au feu, avec le libéralisme, le goulag, la menace soviétique, les méchants loups, les bergères, et maintenant les files de bons apôtres prêts à recueillir d'urgence tous les orphelins.

Normal, classique. Mais le plus dur, c'est qu'on en prend tous plein la gueule. Ils font pas le détail. Ils rentrent tranquillement dans le lard des état-majors : ça, ils sont faits pour en encaisser des dures, c'est leur boulot. Mais aussi dans le

ventre parfois mou et délicat des « masses », des « bases », des « électorats ». Et puis dans les poitrines « révolutionnaires » tout aussi bien. « Vous êtes bien de gauche, non ? Alors, foutez-vous en rang, le temps qu'on prépare le peloton... ».

Sacrés paquets dans les gencives, jolies poubelles à la figure, en forme d'injures ouvertes, ou de je-vous-l'avais-bien-dit, ou de ça-a-toujours-été-comme-ça. Et pas besoin de rideaux de flics pour empêcher l'accès aux studios : c'est avec le tapis rouge qu'on accueille les frères ennemis et leurs claques. « Ecran ouvert, chef, on peut dépasser l'horaire ! ».

Hypothétique

Pendant qu'ils peaufinent leur emploi des jeunes (le temps d'attendre les élections), durant qu'ils mitonnent les derniers jours des vieux (ils tiendront bien quelques mois), faites-leur confiance pour « informer » un bon coup sur la gauche aujourd'hui : maintenant, c'est possible ! Oui, il se passe toujours quelque chose à gauche.

Les voilà pendus aux vestes des porte-parole : « Juste un petit débat avec vos anciens camarades, s'il vous plaît : C'est pour les Français qui sont dans le doute. Juste une modeste déclaration sur les derniers propos venimeux tenus hier par vos partenaires. Juste une « petite phrase » du genre qui-fait-mouche pour mon grand journal unique-national de ce soir ! » Et les fins cuisiniers de couper, mélanger, monter et servir là ou ça blesse, là où ça saigne.

La rage étouffée, faut bien voir qu'ils ont été choisis et sont payés pour ça, les mitonneurs de la télé-idéologie centraliste : les Gicquel, Bourret, Poivre d'Arvor, Elkabach, et compagnie. Une bande de pythies gonflables, qu'on influence à coups de téléphone, d'honneurs et d'avantages en nature.

Pourraient tout aussi bien se « retourner » un jour ? Faudrait simplement qu'on puisse leur dire : « Petit gars, le manche a changé de rive. Maintenant, tu vas dire ça ». Reste à savoir si nous —

dans le cas de plus en plus hypothétique où on prendrait aussi la bastille télévisuelle — on serait assez con à notre tour pour s'en servir à toute barzaingue, pour labourer le cœur et les tripes du « marais » au max de nos possibilités, sans souci de lui laisser de l'air ? Enfin, tout ça c'est plus le problème, paraît-il.

Philippe Marlelie ■

MT MOIS ROUS

Problème n° 34

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

Horizontalement :

I. Lachent souvent sans prévenir le personnel. II. Un peu un enfant de Debré même si c'est malgré lui ! ; lie. III. Travaillé pour la galerie. IV. S'allonge une fois sur quatre ; en Suède ; existera. V. Incite (paraît-il) à la réflexion ; ça vaut dix. VI. Un débris plutôt à plat ; un espagnol tout retourné. VII. Stocke ; aurait pu chanter « sous les toits de Paris » (épilé). VIII. Dans le torse ; prénom. IX. Ne se consacre pas forcément à la porcelaine. X. Pas grand'chose pour la soudure ; le voilà ! ■

Verticalement :

1. Joueras les trouble-fête. 2. Dans le vent ; assortirons. 3. Nom d'un chien ; victime d'Alice (sigle) ; connu. 4. Un homme à flammes. 5. C'est prouvé (abrév.) ; suit sa route. 6. Vient d'un dépôt ; un parmi douze. 7. Roi dans le désordre ; nationale à Billancourt. 8. Un vieux baratineur ; n'ouvre pas grand'chose ainsi perturbée. 9. Une motion radicale (2 mots). 10. Coule dans les processions. ■

Solution du n° 33

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	D	E	T	O	U	R	N	E	E	S
II	O	E	I	L	A	I	N	E	S	
III	D	N	A	M	T	U	E			
IV	E	S	T	A	N	P	A	I	S	
V	L	U	E	S	A	C	T	U		
VI	I	M	M	E	R	I	T	E	E	S
VII	N	E	S	S	I	B	I			
VIII	A	N	B	V	I	A	N			
IX	N	E	T	T	O	Y	A	N	T	E
X	T	I	S	A	N	E	O	S	E	



Jacques Bertin :

" il est plus que temps aujourd'hui de vivre "

« Tiens, voilà Bertin qui déboule ! » Attaché-case VRP ou ministrable, l'allure dégingandée, Bertin s'installe... comme chez lui. Il est chez lui, Bertin, à *Tribune*. Forcément : « J'ai écrit pendant des années dans le canard, tu veux quand même pas que je te fasse des mondanités, non ? »

Difficile à interviewer Bertin. Il veut pas. « Je me déroberais pas mais... finalement, l'interview, c'est imbuvable, c'est stupide, parce que tu dis rien. Ou alors tu fais une série de questions gratinées, et moi je tourne sept fois la plume pour écrire. Et alors là, paf ! je te chiade des réponses. Remarque, de toute façon, faut bien vendre sa camelote ». Il regarde le magneto, circonspect. « Alors, on y va ? »

C'est cela, Bertin. Bertin au quotidien, le Bertin de tous les jours qui pleurent, avec sa voix de déprime, du malheur amassé, celui des gens de rien

— ceux d'en bas. Bertin, quand il ne parle pas des jours ordinaires, il se tait. Et quand il parle, il s'interroge : « Poète, est-ce ton rôle de témoigner pour le feu qui naît ? » Ou alors il justifie son boulot de saltimbanque : « J'écris à cause de tant d'amour et de tant de douleur. » Bertin auteur-compositeur-interprète, Bertin au coin de la rue, Bertin ouvrier du verbe, Bertin-Lip, Bertin-Chili, Bertin-Julos Beaucarne, Bertin sur la corde raide, Bertin chercheur d'or, Bertin entre chien et lune, Bertin blessé et réconcilié avec la vie.

Parfois on ne fait qu'un avec sa vie, on s'assied parmi les choses de la terre comme dans le fond d'une journée

tiède quelque part loin derrière les collines assommées de l'été

on est soi-même la pomme et le blé l'odeur du foin coupé

on est dans une ride du sourire de la terre

on est sur le palier de l'éternité on va frapper

Ceci est votre domaine de joie...

Quand on lui parle du show-biz, Bertin voit rouge. L'intelligentsia ? Il refuse d'en être.

— Et le privilège des mots et de la parole alors ?

— Ça, c'est autre chose. L'intelligentsia, je n'en serai jamais. Parce que je suis un chanteur et un syndicaliste. Deux bonnes raisons, « objectives » si je puis dire, qui font que je me déroberais aux coteries intellectuelles. D'ailleurs, pour ceux que tu appelles les intellectuels, un chanteur, pour ces gens-là, c'est forcément quelqu'un de douteux. Tant mieux, remarque. Parce que, pour eux, chanteur égale « populaire ». Un chanteur, c'est Sheila, et Sheila c'est pas sérieux, donc un chanteur c'est pas sérieux. Les chanteurs ne sont pas cultivés, capables de faire de la

littérature, sans quoi ils en feraient. D'ailleurs, ces mecs là d'où viennent-ils ? Toutes ces raisons font que quand tu sors pas de la classe des intellectuels, tu n'a pas d'existence pour ces mecs-là, t'es pas reconnu. Remarque je m'en plains pas. Je constate. Et en plus, je suis syndicaliste. Et un syndicaliste, c'est un emmerdeur. Tu fais pas n'importe quoi avec un syndicaliste. Tu peux pas le faire chanter n'importe où et pour n'importe quoi. Alors tu vois un peu la mythologie véhiculée par ces intellectuels justement. Artiste syndiqué, égale ringard. C'est comme quand on dit ouvrier syndiqué égale communiste ou bien ouvrier syndiqué égale mauvais ouvrier. Evidemment cette mythologie, elle commence à tomber parce que 50 % des artistes sont syndiqués maintenant. Ça ferait quand même beaucoup de ringards ! »

Bertin, la vie, il connaît. Fils d'un père artisan et d'une mère ouvrière à quatorze ans. Son enfance, dans l'ouest de la France, lui a laissé ce côté doux-amer de qui veut croire que le bonheur tout de même ça existe. Difficile à discerner chez lui quel jeu se joue dans cette recherche éperdue du bonheur des jours difficiles. « Le bonheur est utile », dira-t-il, convaincu. Convainquant ? En contrepoint chez Bertin du désir ardent de vivre, le désir de témoigner du malheur. Etrange dialectique. « Je ne crois pas que le bonheur tombe du ciel. Je crois qu'en s'appliquant, on peut être heureux. Finalement c'est pas dur ». Question de méthode ? « C'est un peu excessif, mais à la limite oui. En s'appliquant, on peut être heureux. »

Jacques Bertin chante jusqu'au 22 octobre (20 h 30) à la « Cour des miracles » (22, av. du Maine 75015 Paris, tél. 548 85 60, métro Montparnasse). Prix : 25 F tout compris. Allez-y deux fois plus qu'une.

José SANCHEZ ■

Discographie de Jacques Bertin : sept 30 cm. « Corentin » (La boîte à musique C 425). Grand prix de l'Académie Charles Cros : « Revoilà le soleil » (Alvarès C 506) ; « Je voudrais une fête étrange et très calme (Alvarès C 450) ; « Si je savais les mots » (Alvarès 407) ; « A besançon » (Alvarès C 486) ; « Permanence du fleuve » (Alvarès C 805) ; et son dernier disque : « Domaine de joie » (Alvarès Y 825). Bertin a publié plusieurs recueils de poèmes dont *Impossible parler*, éd. Saint-Germain-des-Près, 1975, coll. « Poètes Contemporains », et un autre à paraître prochainement chez le même éditeur.